

LES ENJEUX ÉNERGÉTIQUES ET LA GUERRE EN UKRAINE



La guerre en Ukraine fait rage depuis plus d'un mois... Elle a déjà brisé la vie et l'avenir de million d'Ukrainiens et de Russes. Parce que toute proche, elle réveille nos peurs... Au-delà elle met en lumière, corollaire de la mondialisation, l'interdépendance économique et sociale des pays dans le monde. Incontestablement ce conflit a et aura des répercussions à court, moyen et long terme sur les équilibres géopolitiques, les questions économiques, sociales et environnementales.

Des conséquences qui vont peser particulièrement sur la transition énergétique si nécessaire à la sauvegarde de

notre planète. Déjà entravée dans l'énergie par une crise de production et financière, la hausse structurelle du prix de l'énergie qu'elle génère, le rôle pivot joué par le gaz dans son calcul et l'envolée du dollar, elle sera plus difficile et plus coûteuse socialement.

L'objectif de ce texte est de tenter une analyse de la situation et de ses conséquences sur la question de l'énergie pour mieux anticiper les impacts sur les salariés et les citoyens, de formuler et de mettre en débat des propositions concrètes.

1. LES CONSÉQUENCES DE LA GUERRE EN UKRAINE SUR L'ÉNERGIE

Les mesures mises en place en Europe pour diversifier les approvisionnements en pétrole et gaz, si elles sont nécessaires, ne sont pas encore en capacité de suppléer l'offre russe à court terme. Les infrastructures actuelles sont saturées et la construction de nouvelles demande du temps et des investissements. Cette tension profite avant tout à la production de gaz de schistes des États-Unis, qui va pouvoir devenir le fournisseur majeur de l'Europe.

La tension autour du gaz et du pétrole ne fait qu'accroître la hausse structurelle du prix de toutes les énergies entraînant particulièrement l'élévation de celui de l'électricité. Mais pas seulement : la hausse des prix de l'énergie impacte également les coûts de production agricole et industrielle. Des tensions qui se rajoutent à la pénurie d'intrants, de métaux, de matériaux ou de pièces qui perturbaient déjà beaucoup d'entreprises. Certains secteurs sont déjà à l'arrêt.

2. LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE : UN TRIPLE DÉFI

Aujourd'hui, non seulement notre consommation énergétique est très émettrice en CO₂, mais l'accès à l'énergie est loin d'être acquise pour tous dans le monde.

Aussi, nous sommes confrontés à un triple défi énergétique :

- changer les modes de production afin d'avoir des énergies plus « propres » ;
- changer nos modes de consommation afin de mieux et de moins consommer ;
- permettre à chacun l'accès à l'énergie dont il a besoin pour vivre.

La Russie est le premier exportateur mondial de gaz et le deuxième de pétrole

L'équation n'est pas simple à résoudre, et impose de ne pas laisser la question de l'énergie entre les mains du marché. Consommer moins et mieux nécessite des choix de longs termes pour investir dans de nouveaux moyens de production, dans l'isolation des bâtiments, le développement

des transports en commun, le fret ferroviaire, etc. Autant de sujets qui nécessitent de planifier, pour anticiper les conséquences économiques et sociales.

NUCLÉAIRE EN UKRAINE

Le parc nucléaire ukrainien est constitué de quatre centrales, dont celle de Zaporijia (six réacteurs) qui est la plus grosse centrale européenne. La technologie (russe) des réacteurs est similaire à celle utilisée en France.

Concernant les déchets, ceux de Tchernobyl sont entreposés autour de la centrale. En mars, deux zones de stockage de déchets de faible et moyenne activité et de sources scellées (plutôt entreposage dans ce cas) auraient été touchées. L'IRSN (Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire) suit de près la situation des installations et met à jour régulièrement et publiquement des communiqués sur son site. Il n'a relevé, pour l'instant, aucun problème de radioactivité.

Parce que le peuple russe serait aussi victime de rejet radioactif, le gouvernement russe n'a aucun intérêt à provoquer volontairement un accident nucléaire. En revanche, sa stratégie est de mettre la main sur les moyens de production, en particulier électrique, vitale pour le pays.

En termes énergétiques, la situation en Ukraine doit nous alerter sur le démantèlement de la filière industrielle nucléaire française. Aujourd'hui encore, nous sommes un des seuls pays capables de concevoir et d'assembler des centrales, ce qui garantit notre indépendance et notre souveraineté en terme énergétique. Pour ne pas perdre notre capacité de choix en la matière, la France doit rapidement reprendre la main sur la construction des turbines, cédée il y a quelque temps à l'Américain General Electric.

3. LES ENJEUX GÉOPOLITIQUES DE L'ÉNERGIE

Les ressources fossiles (du pétrole au gaz en passant par les métaux stratégiques et les terres rares), très inégalement réparties dans le monde, ont toujours été au cœur de tensions, voire de guerres, pour se les approprier.

Le conflit russo-ukrainien n'échappe pas à cette funeste règle. Les gazoducs constituent des enjeux politiques au-delà des frontières des deux pays. Ainsi, le projet de construction de Nord Stream 2 devait rendre moins dépendant la Russie de l'Ukraine par laquelle passe Nord Stream 1. Les Américains se sont toujours opposés à sa construction parce que cela matérialiserait un échange commercial direct entre la Russie et l'Allemagne (premier consommateur de gaz en Europe). Nord Stream 2 et le gazoduc Turkish Stream, au sud de l'Europe, achèveraient d'ouvrir totalement le marché européen au producteur russe Gazprom. L'enjeu est aussi du côté des Européens et principalement de l'Allemagne, qui a entériné sa sortie du nucléaire à la fin

2022 et celle du charbon en 2038. La montée en puissance de la production électrique renouvelable intermittente – les sources d'énergie intermittentes sont les sources

de production d'énergie correspondant à des flux naturels, qui ne sont pas disponibles en permanence et dont la disponibilité varie fortement sans possibilité de contrôle – nécessite un approvisionnement pérenne en capacité de production thermique. Jusqu'à aujourd'hui, le gaz était privilégié car moins polluant et plus stable de point de vue prix. La crise pourrait favoriser un retour en arrière sur l'utilisation du charbon allemand et polonais, avec les conséquences écologiques que l'on connaît.

La France compte 13 millions de personnes en situation de pauvreté énergétique.

4. LES PRIX ET LE MARCHÉ

L'emballlement des marchés de l'énergie en 2021 est largement lié au gaz. La reprise économique après l'année 2020 et l'utilisation du gaz pour remplacer le charbon expliquent en grande partie le phénomène. Le début de l'augmentation des prix s'est produit au moment où les stocks de gaz des pays consommateurs étaient au plus bas. Pour éviter un surcoût encore plus grand, ces pays ont accéléré leurs commandes, alimentant la spirale à la hausse. Auparavant, les prix du gaz et la sécurité d'approvisionnement étaient sous contrôle. Les échanges étaient gérés sur la base de contrats à long terme entre producteurs et importateurs, souvent publics et en monopole, avec un partage des risques et des marges. Ce partage équitable a permis d'as-

Le prix de la molécule de gaz est fixé selon : la température, le charbon, la taxe carbone et le Brent*.

surer le développement rapide de la filière. Avec l'ouverture du marché de la distribution du gaz, la concurrence entre

les fournisseurs, contrairement au discours ambiant, a favorisé l'augmentation des prix. Elle a fait éclater également le lien de complémentarité entre producteurs et importateurs et exacerbé la concurrence entre eux. Le marché mondial, loin de permettre d'éviter les emballlements – pénuries, excédents – régionaux, a au contraire constitué

un élément de déstabilisation. Il a accentué la concurrence entre producteurs et importateurs en tirant partout les prix vers le haut, en déplaçant le gaz sur le marché payant le plus. Il a même conduit à des guerres économiques (Arabie saoudite contre États-Unis, États-Unis contre Russie).

* Le Brent est un pétrole issu de la mer du Nord, coté à Londres. Il sert de référence au niveau mondial.

L'impact de la hausse du prix du gaz sur l'électricité

Les mécanismes qui fixent les prix de l'électricité ont peu de rapports avec les coûts réels de production, et encore moins avec la prise en compte de l'intérêt général. Ils sont fixés par un marché qui, de l'aveu même de nos dirigeants politiques, est inopérant.

Depuis la libéralisation en Europe du secteur de l'énergie à partir de 1999, l'électricité se vend et s'achète sur un marché de gros (spot et à terme). Même s'il est vrai que le marché ne concerne qu'une petite partie de la fourniture électrique, il fixe pourtant le prix de l'ensemble.

Le marché spot (sur lequel le prix est fixé de manière instantanée pour une opération isolée) concerne une production vendue et consommée sur le court terme (deux jours maximums et de petits volumes). Les prix sur le marché spot peuvent être négatifs quand on est en surcapacité ou à l'inverse, en sous capacité, atteindre des sommets, comme dans la période actuelle: il est très fluctuant.

Les produits à terme (concernés par un accord d'achat ou de vente à une date déterminée) sont négociés avant leur date de livraison pour anticiper la demande plusieurs semaines ou mois à l'avance.

Pour respecter les règles de la concurrence, la France a promulgué en 2010 la loi appelée nouvelle organisation du marché de l'électricité (loi NOME). Elle oblige l'opérateur historique EDF à vendre à un prix compétitif un quart de sa production nucléaire historique (Arenh) à ses concurrents. Un système avantageux pour ces derniers, qui achètent sur le marché quand les prix sont bas et profitent dans l'Arenh quand ils sont hauts. Compte tenu du contexte, ils réclament aujourd'hui une augmentation du volume de l'Arenh...

En 2021, la reprise économique a conduit à une augmentation de la demande en énergie, ce qui a engendré une

Stockage du gaz

Le stockage du gaz n'est pas obligatoire pour les fournisseurs alternatifs. Aussi, les premiers temps de l'ouverture du marché, ils économisaient en laissant à Gaz de France seul (actuel Engie) la charge des installations et du stockage de sécurité. Cette situation a engendré des tensions et la fermeture de deux sites de stockage au cours de la dernière décennie. Depuis, à la demande de la CGT, une loi, datant de 2018, assure la pérennité des stockages en les régulant. Cette loi n'est pas parfaite, mais c'est un premier pas, qui n'est malheureusement pas suivi partout en Europe. Du coup, la faiblesse du stockage contribue à l'emballement des prix.

hausse des prix du gaz, du charbon et du pétrole. Son augmentation conduit ainsi mécaniquement à une augmentation du prix de l'électricité. En effet, le prix de l'électricité, sur le marché spot, est fixé sur le coût du dernier moyen de production appelé pour équilibrer le réseau. Moyen de production utilisant le plus souvent du gaz.

Or, le marché européen du gaz n'est plus indexé sur les prix du pétrole rendant son prix plus dépendant des fluctuations internationales. Aussi, la forte demande de gaz en Asie a tiré les prix internationaux vers le haut. Par ailleurs, une hausse du prix en Europe de la taxe CO₂ (+ 127,5 % depuis octobre 2020) a accéléré cette hausse des coûts de production d'électricité par les centrales thermiques européennes. Certes, la hausse actuelle des prix de l'électricité en Europe est conjoncturelle. Toutefois, elle ne doit pas cacher les problèmes structurels qu'elle sous-tend: la fluctuation de l'offre engendrée par la part croissante des énergies renouvelables dans le mix énergétique européen (dépendantes des conditions météorologiques), la hausse de la taxe carbone, la baisse de la disponibilité du gaz, l'arrêt de centrales nucléaires...

5. PEUT-ON SE PASSER DE GAZ RUSSE ?

La question de l'embargo sur le gaz russe intervient dans un moment où déjà la demande de gaz est très forte et que les prix flambent. Une situation aggravée par l'absence chronique d'anticipation de stockage des fournisseurs.

Si, en France et à très court terme, il n'y a pas de problème d'approvisionnement, les conséquences d'un embargo sur le gaz russe seraient graves en ce qui concerne les besoins des industriels et des particuliers l'hiver prochain. Les prix pouvant devenir prohibitifs pour une grande partie de la population.

Néanmoins, compte tenu du levier que l'embargo représenterait, il est nécessaire d'examiner toutes les possibilités: un embargo total ou partiel, ou encore le versement

La France est moins dépendante du gaz russe (17 % de sa consommation) que l'Europe (40 % de sa consommation, avec des pointes à 66 % pour l'Allemagne et jusqu'à 100 % pour la République tchèque et la Lettonie).

des paiements sur un compte séquestre (les rendant indisponibles au vendeur jusqu'au règlement du litige), ou l'instauration de taxes ou d'un plafonnement des prix.

L'embargo est à mettre en regard des dégâts considérables de la guerre sur les populations ukrainienne et russe et de notre volonté de mettre un terme rapidement à ce conflit. Il nous faut cependant prendre en compte, pour y répondre, les conséquences qu'il pourrait avoir sur les populations d'autres pays comme ceux de l'Afrique, très dépendante du point de vue alimentaire. Quoi qu'il en

soit, il nous apparaît préférable de privilégier les sanctions économiques à un engagement militaire qui nous emmènerait dans une dangereuse escalade.

6. LES PROPOSITIONS CGT POUR UNE INDÉPENDANCE ÉNERGÉTIQUE ET UNE PAIX DURABLE

Pour garantir la paix, la CGT développe des propositions pour s'attaquer aux causes économiques et sociales profondes qui entraînent la guerre. Concernant plus particulièrement les enjeux énergétiques, elle revendique :

- **la réappropriation sociale du secteur énergétique**, avec un secteur 100 % public comme socle de toute politique énergétique élaborée dans le sens de l'intérêt général. Ce secteur énergétique serait organisé en filières industrielles, autour d'un mix bas carbone et pilotable, et avec un statut social de haut niveau pour tous les salariés du secteur ;
- **la fin de la libéralisation du marché et la mise en place de tarifs réglementés**, afin de garantir le prix de l'électricité aux industriels sur plusieurs décennies et favoriser ainsi les relocalisations ;
- **la modernisation de la filière électrique** pour répondre aux enjeux sociaux et environnementaux ;
- **la baisse des taxes**, en inscrivant l'énergie dans la liste des produits de première nécessité ;
- **l'instauration de mécanismes de solidarité financière** pour mettre fin à l'accroissement des inégalités d'accès à l'énergie ;
- **une planification à long terme** : pour assurer son indépendance énergétique et accélérer la transition énergétique, les politiques françaises industrielles, de transports, de logements doivent être planifiées pour en assurer la coordination, estimer leur coût et dégager des financements. Cette planification doit non pas se faire sur des reculs sociaux pour la population, mais au contraire se construire sur le progrès social pour tous.

Vous ne voulez pas en rester là ! Ensemble, dans le syndicat, nous serons plus forts.
Bulletin de contact et de syndicalisation

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Téléphone : _____ Courriel : _____

Âge : _____ Profession : _____

Entreprise (nom et adresse) : _____



Bulletin à renvoyer à La CGT, espace Vie syndicale, case 5-1, 263 rue de Paris – 93516 Montreuil Cedex,
téléphone : 0155 82 8194, fax : 0148 515180, courriel : orga@cgt.fr. **Vous pouvez aussi adhérer en ligne sur www.cgt.fr**

La CGT recueille ici vos données personnelles pour le traitement de votre adhésion. Vous pouvez exercer vos droits d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation et de portabilité en contactant notre délégué à la protection des données à l'adresse suivante : dpo@cgt.fr.